



NON à la précarisation des salarié-e-s

Discours de Christian Levrat, conseiller aux Etats (FR), président du PS Suisse

Seules les paroles prononcées font foi.

Mesdames, Messieurs

Il est inhabituel, nous en sommes conscients, de lancer une campagne de votation alors même que la précédente n'est pas encore terminée. Ceci d'autant plus que nous sommes fortement engagés sur deux objets ce week-end, l'initiative 1:12 des jeunes socialistes et l'initiative contre les familles de l'UDC. Deux raisons nous poussent à procéder de la sorte. Tout d'abord l'importance de l'objet dont il est question, une importance que trahit assez bien les pré-campagne d'Economiesuisse et de l'UDC au cours des semaines écoulées. Ensuite la brièveté de la campagne sur l'immigration de masse : avec la session qui s'annonce et les fêtes de fin d'année, les acteurs de cette campagne devront ramasser au maximum leurs messages pour obtenir un impact sur la formation de l'opinion. Nous nous attendons donc à une campagne courte et brutale.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que le PS se préoccupe d'immigration, de libre-circulation et de mesures d'accompagnements. Pour nous, ces éléments sont irrémédiablement liés les uns aux autres, et toute extension de la libre-circulation doit s'accompagner d'un examen critique des mesures d'accompagnement elles-mêmes.

Mais il ne s'agit pas aujourd'hui de débattre des mesures d'accompagnement. Il n'est pas question avec cette initiative de traiter du bilan de la libre-circulation, de ses forces – une liberté personnelle accrue, une croissance marquée de notre économie – ou de ses faiblesses – un risque de dumping salarial et une pression marquée sur le logement par exemple.

L'initiative UDC « contre l'immigration de masse » n'entend pas dresser le bilan de la situation actuelle et agir là où c'est nécessaire de manière corrective. Elle pose sur la table une recette, à prendre ou à laisser : la nouvelle orientation de la politique suisse en matière d'immigration. Au travers de plafonds et de contingents pour chaque catégorie de permis, l'initiative tente de régler et de limiter l'immigration. Les plafonds concerneraient toutes les autorisations de séjour ou de travail, y compris le domaine de l'asile, le rassemblement familial, les frontalier-ère-s ou encore les étudiant-e-s.

La priorité devrait être donnée aux Suisse-sse-s et un permis ne pourrait être délivré aux étranger-ère-s actif-ve-s que dans un second temps. Le droit à un lieu de résidence permanent, au regroupement familial et aux prestations sociales pourrait être limité. Le Conseil fédéral recommande le rejet de l'initiative. Au Conseil national, l'initiative n'a recueilli aucune voix en sa faveur en dehors des rangs de l'UDC et a été nettement rejetée par 128 voix contre 49. Le Conseil des Etats en a fait de même par 34 voix contre 6.

Le PS mènera une campagne active contre cette initiative:

- Cette initiative propose un **retour à la politique désastreuse des saisonniers**, qui a été abandonnée grâce à l'entrée en vigueur de la libre circulation des personnes avec l'Union européenne. Or, ce statut de saisonnier ou de migrant sous contingent place les intéressés en position de faiblesse extrême face à leurs employeurs. Ceux-ci décident non seulement de maintenir ou non un salarié en emploi. Mais un licenciement signifie également la perte de tout

titre de séjour, et un départ immédiat du pays. Cette précarisation des ouvriers étranger-ère-s conduira irrémédiablement à fragiliser également la situation des salarié-e-s en Suisse. L'initiative de l'UDC ne permettra en rien de combattre le dumping salarial. Elle va le renforcer et le légaliser.

- Les contingents représentent une pseudo-solution **bureaucratiquement** très lourde: pour preuve, l'immigration n'a jamais été aussi importante que lorsque la politique des contingents était en vigueur. L'UDC propose donc une recette totalement anachronique, datant du siècle passé, afin de répondre aux défis actuels et de demain. Le fait que l'UDC, habituellement si prompt à la critique contre l'Etat, les contrôles bureaucratiques et les ingérences étatiques, n'y voit ici aucun problème, n'est pas totalement dénué d'une certaine ironie. En invitant le gouvernement, voire le parlement, à fixer des contingents annuels, elle renforce le rôle des lobbies, prompts à exiger les plafonds les plus élevés possible. Nous pouvons déjà assister chaque année aux jérémiades d'organisation pourtant proches de l'UDC pour augmenter le nombre de permis de courte durée extra-communautaire.
- En raison du poids de ces lobbies, l'initiative de l'UDC ne conduira pas à une baisse du nombre de migrant-e-s s'installant en Suisse. Cette politique de contingentement à montrer ses limites dans l'histoire récente de notre pays. Avant ce jour, nous avons connu deux vagues migratoires importantes, à la fin des années 60 et à la fin des années 80. Toutes deux se sont passées sous un régime de contingents et de saisonniers. Et toutes deux, rapportées à la population de l'époque, étaient plus importantes qu'aujourd'hui. In fine, ce n'est pas la politique migratoire qui influe sur le nombre de migrants, mais bien notre besoin de main d'œuvre.
- Si l'on entend limiter le nombre de migrants, il faut agir ailleurs. D'abord en augmentant les possibilités pour les femmes de s'insérer dans le marché du travail. Et à ce titre, même si la campagne est terminée, permettez-moi de souligner l'incohérence de l'UDC, qui entend d'un côté maintenir les femmes à la maison, et de l'autre limiter l'immigration. Ensuite, il convient de revoir notre politique de dumping fiscal, ainsi que certains aspects de notre promotion économique, qui encore aujourd'hui ne vise la plupart du temps qu'à faire du chiffre, qu'à créer des emplois, peu importe pour elle si notre pays dispose ou non de la main d'œuvre nécessaire.
- Enfin, et je terminerai là-dessus, l'établissement de plafonds, qui concerneraient également le domaine de l'asile et le regroupement familial, **contreviendrait à la tradition humanitaire de la Suisse**. L'UDC utilise les droits populaires pour remettre en cause le droit supérieur, tel que la Convention de Genève, la CEDH ou encore la Convention des droits de l'enfant. Cette initiative constitue une régression sociétale.

L'initiative UDC contre l'immigration de masse est xénophobe et une recette anachronique aux défis actuels que pose immanquablement l'immigration. Le bien-être de la Suisse se base sur les échanges culturels, économiques et politiques avec l'étranger. Une acceptation de l'initiative ne serait pas qu'une rupture de la tradition suisse d'un pays ouvert sur le monde, mais également un magnifique auto-goal économique et en matière de politique extérieure. Rien ne nous permettra de renoncer aux réformes nécessaires au titre des mesures d'accompagnement, aucun défi réel ne pourra être résolu au travers de contingents, raison pour laquelle le PS recommande clairement le rejet de cette initiative.